

AGIR COLLECTIVEMENT POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE ÉCOLOGIQUE ET DURABLE

Par Lise Latrémouille

La souveraineté alimentaire, telle que définie par la Via Campesina, est un concept qui concorde parfaitement avec les valeurs et les activités de USC Canada. Ce concept sous-tend les mêmes principes au Nord et au Sud, mais les stratégies pour l'atteindre sont différentes selon les contextes. Par exemple, au Nord, le modèle agroindustriel étant encore plus influent qu'au Sud, il y a donc moins d'adhérents à la notion, puisqu'elle vise à transformer le mode de production actuel. Au Sud, la majorité des agriculteurs pratique une agriculture de subsistance et travaille à petite échelle. Le concept de souveraineté alimentaire trouve donc plus facilement des adhérents dans un tel environnement. Les stratégies de mise en application de la souveraineté alimentaire ne sont donc pas les mêmes lorsque la majorité des agriculteurs produisent à petite échelle.

Pour USC, la souveraineté alimentaire est incompatible avec deux des grandes forces du modèle agroindustriel: les OGM et la privatisation des semences. Trois arguments permettent d'expliquer en quoi les OGM sont incompatibles avec le concept de souveraineté alimentaire. D'abord, les OGM ont été introduits dans le processus de production agricole par des firmes multinationales avec l'unique but de générer des profits et ces semences ne peuvent être performantes que si elles sont accompagnées d'autres intrants (pesticides ou engrais), nécessaires à la réussite de l'utilisation des OGM. Ce qui sous-tend la production d'OGM, c'est l'intérêt économique et non pas la qualité de l'alimentation, donc par essence, ça ne cadre pas avec l'idée de souveraineté alimentaire, qui implique le respect de la nature et l'importance de la qualité des aliments que l'on produit. De plus, lorsqu'il y a utilisation d'OGM, le paysan perd le contrôle de sa production car il devient dépendant des semences et intrants de la compagnie qui lui vend ces produits, ce qui déroge encore une fois aux objectifs de la souveraineté alimentaire. Finalement, on ne connaît pas encore scientifiquement les impacts des OGM sur la santé. L'absence de preuve au sujet de l'innocuité des OGM justifie la précaution et le rejet de leur utilisation.

Quant à la privatisation des semences, elle constitue elle aussi un obstacle au contrôle que les paysans ont sur leur production et donc, elle s'oppose à la souveraineté alimentaire. De plus, si les chercheurs et entreprises qui produisent des semences pour la vente ont accès au matériel génétique de base, c'est grâce au travail millénaire des paysans qui ont su conserver ce matériel. En ce sens, USC fait un travail de plaidoyer pour que le patrimoine génétique soit

considéré comme un patrimoine appartenant à l'humanité; les semences font partie du vivant et ne devraient pas être conçues comme une marchandise que l'on peut privatiser.



Source de l'image : USC, Honduras 2007

<http://usc-canada.org>

Le programme «Semences de la survie» (SoS) qu'USC a mis sur pied dans les années 80 tente de redonner aux paysans le contrôle sur la première étape de la chaîne de l'alimentation: les semences. Le programme SoS propose, entre autres choses, de créer des banques de semences communautaires pour conserver le patrimoine génétique des semences locales. Ces banques de semences communautaires deviennent alors un centre dynamique d'échange de savoirs et de matériel génétique entre les paysans qui les gèrent et les contrôlent. Les banques de semences

viennent appuyer le travail que les familles paysannes font dans leur ménage pour conserver les semences in situ (sur la ferme) afin de permettre une diversité de semences adaptées aux conditions climatiques. SoS permet aussi de créer un lien entre les chercheurs et les paysans, dans un contexte où les scientifiques sont au service des agriculteurs plutôt que l'inverse. Le programme SoS fait partie d'un mouvement grandissant de conservation des semences paysannes et USC a permis justement à des paysans, chercheurs et militants de se joindre au mouvement grâce à des formations et des échanges. USC et son programme SoS s'inscrivent tout à fait dans la mouvance de la souveraineté alimentaire en appuyant des actions de production agricole qui respectent la nature et donnent aux paysans les moyens de protéger, d'utiliser et de contrôler le patrimoine génétique pour augmenter le contrôle des paysans sur la production alimentaire.

En plus des initiatives qui concernent directement les agriculteurs, il est possible d'agir en tant que citoyen-consommateur pour appuyer la souveraineté alimentaire. Par exemple, poser des questions à nos détaillants sur la provenance des aliments qu'ils mettent sur leurs tablettes et faire pression pour qu'ils achètent davantage de produits locaux et biologiques sont des moyens concrets d'exercer son pouvoir de consommateur. Il est également possible de faire pression auprès de nos députés, de leur faire connaître les enjeux agroalimentaires et de les inciter à s'y

intéresser. De plus, il est possible d'agir en s'impliquant directement dans un projet qui met en pratique la souveraineté alimentaire comme les jardins collectifs ou l'agriculture soutenue par la communauté.

Toutefois, il est également nécessaire qu'il y ait des actions à grande échelle pour espérer un changement global. Plusieurs politiques pourraient (si elles étaient promues et mises en œuvre) permettre de traduire concrètement la notion de souveraineté alimentaire; on peut penser, par exemple, aux politiques touchant la santé des sols, l'accès à l'eau, la formation des agriculteurs, le transport des aliments, l'information aux consommateurs, etc. Il serait aussi important qu'il existe un cadre institutionnel qui interdise la privatisation des ressources liées aux besoins fondamentaux de production alimentaire, tels l'eau et les semences. De plus, il est primordial de revoir les valeurs qui guident les subventions à l'agriculture. En effet, plutôt que de subventionner l'exportation massive de certains produits, on pourrait exiger de l'État qu'il subventionne les agriculteurs pour encourager les productions écologiques et biologiques. De plus, dans un souci de cohérence, il faudrait évidemment que les subventions ne soient permises que si elles ne nuisent pas à la souveraineté alimentaire des autres États, ce qui n'est pas le cas actuellement; dans plusieurs cas, il est démontré que les subventions aux produits agricoles du Nord permettent le «dumping» de ces aliments au Sud qui n'arrive plus à vendre ses propres produits à des prix raisonnables. Ainsi, des appuis aux initiatives de commerce équitable iraient dans le sens de la souveraineté alimentaire.

Lise Latrémouille est Directrice des programmes internationaux chez USC Canada, ONG de solidarité internationale fondée en 1945 qui est aujourd'hui active dans 14 pays du Sud, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Depuis maintenant quelques années, l'organisation concentre son action dans les domaines de l'agriculture durable et de la conservation de la biodiversité agricole. USC Canada travaille également à sensibiliser la population canadienne à ces enjeux et est engagée dans un travail de plaidoyer au Canada et sur la scène internationale.